TAFTA, une main de fer dans un gant de soie.

Malgré le rejet français en 2005 du projet de constitution européenne, les gouvernements successifs l'ont contourné à Lisbonne et validé ensuite par le biais d'autres accords adoptant par là l'attitude schizophrène qui consiste à accuser d'une main ceux que l'on conforte de l'autre aux dépens des conditions de travail - nivelées par le bas - des salariés européens mis en concurrence entre eux.

Mais c'est aussi l'OMC, le FMI, la Banque Mondiale que le SNES et la FSU doivent dénoncer à cause de leur complicité dans l'appauvrissement et la précarisation généralisés des travailleurs du monde entier.

C'est dans cette même logique qu'un accord de libre-échange transatlantique (sous le doux acronyme anglo-saxon de TAFTA) est négocié en coulisses depuis juin 2013 entre l'Union Européenne et les États-Unis : il est donc indispensable de le combattre également parce qu'il est contraire aux intérêts de tous les travailleurs du fait d'un abaissement généralisé de toutes les normes, qu'elles soient économiques, sociales ou environnementales et qu'il s'inscrit en faux contre les services publics tels que nous les défendons.

Michel Décha, EE, Nantes